



le magazine du campus ● de l'UNIL

| le savoir vivant |

l'uniscope

CAMPUS

En lettres, un cours sur Internet étoffe les CV

SAVOIRS

Vêtements éthiques, ou comment émerge la consommation engagée

L'interactivité, un défi pour l'écriture en terres numériques

Pour François Vallotton, professeur d'histoire contemporaine, les livres numériques ne doivent pas être un simple gadget, mais comporter une véritable plus-value. Exemple avec les livres-applications.

Image du mois

Si les façades extérieures donnent déjà un aperçu de l'apparence finale du **bâtiment Géopolis**, de nombreux travaux d'aménagement doivent encore être réalisés à l'intérieur. Jusqu'à 400 ouvriers (peintres, électriciens, menuisiers, etc.) vont s'affairer à cette tâche pendant les prochains mois.

Lu dans la presse

«Mais il ne faut pas sous-estimer le plaisir que tirent certains pirates du sentiment de pouvoir sur les institutions», explique Solange Ghernaouti-Hélie, experte en cybersécurité et professeure à la Faculté des HEC de l'UNIL. Tiré de l'article «Les pirates informatiques deviennent des pros du marketing» dans *Le Matin Dimanche* édition du 12 juin 2011.



un objet de recherche dans la perspective du développement durable. Tous les étudiants en cycle bachelor et master de l'UNIL et de l'EPFL peuvent proposer leurs travaux (ayant obtenu la note de 5 sur 6 au moins), quel que soit le domaine de spécialité, s'il intègre dans son approche les implications économiques, sociales et environnementales du sujet traité. En jeu? Plusieurs prix d'un montant de 1000 francs. Le dernier délai pour le dépôt des candidatures est fixé au 31 août 2011.

> www.unil.ch/oui-dd



stramatakis © UNIL



Edito

de Francine Zambano
rédactrice en chef

Le monde de l'édition teste des solutions innovantes pour ne pas rater le train du numérique. Les Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR), qui fêtent leurs 30 ans, misent elles sur les livres-applications adaptés

aux nouveaux supports de lecture tels les tablettes numériques ou les téléphones portables. Si le numérique offre aux chercheurs un mode utile pour la diffusion du savoir, il impose aussi des normes. Est-il vraiment incontournable? Des questions d'*Actualités*, traitées en pages 4 et 5.

Communication et santé, ensuite, au sommaire de *l'uniscope*. Jürgen Maurer, professeur au Département d'économétrie et à l'Institut d'économie et de management la santé (DEEP), travaillait aux Etats-Unis lors de la pandémie de grippe A H1N1. Il a mené des recherches passion-

nantes, publiées dans *Preventive Medicine*. Quelle est l'influence de la communication entre médecins et patients sur le taux d'administration d'un vaccin? Réponses en pages 6 et 7.

De son côté, la Faculté des lettres offre à ses étudiantes et étudiants un cours de programmation pour Internet. Une de nos rédactrices a récolté des témoignages à lire en page 9. Et en pages 10 et 11, le politologue Philip Balsiger traite de l'histoire cachée des vêtements équitables dans une thèse basée sur une étude de cas, la *Clean clothes campaign* (CCC). L'invitée de notre rubrique *Vu d'ailleurs?*

Campus plus

Une nouvelle édition du concours OUI-DD (Organisation universitaire interfacultaire pour le développement durable) est lancée. Son objectif? **Récompenser des projets d'étudiants** qui ont abordé

Petite astuce

Vous avez envie de profiter des mois chauds de l'été pour vous dépenser dans une activité lacustre? Installé au bord du lac, le **Centre nautique des sports universitaires de l'UNIL et de l'EPFL** est un lieu à ne pas manquer. Il est ouvert pendant tout l'été, chaque jour de 10h à 20h. Planches à voile, dériveurs, catamarans, kayaks... Du matériel performant est mis à disposition des membres de la communauté universitaire, qui peuvent y suivre des cours à prix modique ou simplement louer une embarcation.

> www.unil.ch/sport



© Marco Corbelli/Fotolia.com

Les uns les autres



La Bourse Marco Lietti a été attribuée pour la deuxième fois. Elle récompense d'un montant de 10'000 fr. un étudiant ou une étudiante HEC remplissant des critères d'excellence et qui part en échange.

Cette année, cette bourse a été octroyée à **M. Joël Studer**, étudiant HEC de niveau bachelor qui part pour une année à l'Université de Miami. Son prix lui a été remis lors d'une cérémonie organisée en juin à l'Extranef. Cette cérémonie a eu lieu en présence de Mme Anna Lietti Staffelbach, fille de Mme Lina Lietti (donatrice), récemment décédée.

BRÈVES

L'ÉCRITURE D'ALBERT COHEN

Pour son mémoire de master, **Elsa Neeman** a plongé dans la langue si particulière d'Albert Cohen, en analysant les fameux discours de Solal, personnage clé du roman *Belle du Seigneur*.



Amoureux d'Ariane, haut fonctionnaire à la Société des nations, éperdu défenseur des Juifs en ces funestes années 1930, Solal s'adresse directement à sa belle mais sa pensée est

surtout véhiculée à travers de formidables monologues qui nous révèlent ses déchirantes contradictions.

Dans son travail réalisé sous la direction du professeur Joël Zufferey, Elsa Neeman analyse notamment les adjectifs transformés en substantifs par Solal afin de caractériser d'une manière véhémement des attitudes qu'il dénonce (par exemple « un fort », « un capable de meurtre ») ou encore les modes verbaux qu'il emploie, comme l'infinifit : « Se tuer pour en finir ? Mais quoi, la laisser seule ? » ou le conditionnel, qui lui permet d'imaginer une autre réalité en jetant du coup une lumière très cruelle sur son quotidien amoureux. La modernité de Cohen tient selon cette analyse au pouvoir qu'il confère au langage des personnages.

LES PRIX DE LA SAV

La Société académique vaudoise (SAV) a attribué le Prix de français 2010 (5000 fr.) à **Mme Nicole Gaillard**, pour sa thèse en lettres intitulée *Le couple peint et son spectateur – esthétique de la réception et peinture figurative*.

La Bourse Félix Bonjour 2011 (20'000 fr.) a été octroyée à **M. Alexandre Bandini**, docteur en géosciences et environnement, pour lui permettre de publier ses résultats de recherche, avant une recherche postdoctorale en Australie.

Et le Prix SAV 2011 (8000 fr.) a été décerné lors du Dies à Mme Karine Crousaz, de la Faculté des lettres.

Le chiffre

7 millions

C'est le nombre de courriers électroniques traités chaque mois à l'UNIL, qui transitent par les 18'000 comptes e-mail de l'institution.

Entendu sur le campus

« Travailler avec mes notes inexistantes, c'est pas facile ! »

Catherine Labouchère, députée au Grand Conseil, présidente du parti PLR – Les libéraux vaudois, évoque en pages 12 et 13, les « profonds changements qui ont marqué l'UNIL ces dernières années ».

Place au bien-être enfin en page 15 pour boucler ce numéro. Le chantier du nouveau Centre sport et santé (CSS) de l'UNIL et de l'EPFL a démarré en mai. Un bâtiment élégant, moderne, destiné en priorité à la communauté universitaire qui ouvrira ses portes au printemps 2012. En attendant, bel été à toutes et à tous et rendez-vous le 12 septembre !

Terra academica

Si les pratiques des adeptes du tatouage ont souvent été étudiées, le métier de tatoueur est souvent resté dans l'ombre. La sociologue Valérie Rolle comble ce manque dans une thèse consacrée aux **tatoueurs et tatouées de Suisse romande**. Quel est l'impact de la réglementation sur leurs revendications statutaires ? Comment se tisse la relation entre tatoueurs et tatouées dans cette activité dont presque 60% de la clientèle est aujourd'hui féminine ? Qu'est-ce qui fait l'art des tatoueurs, en termes de savoir-faire techniques et graphiques ? Ce sont quelques-unes des questions qu'elle a explorées pour mettre à jour les mutations récentes de la profession.



« La constitution du savoir est un mécanisme collectif »

Pour ne pas rater le train du numérique, les Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR) misent notamment sur les livres-applications. Une solution qui permet une plus large diffusion des ouvrages, mais qui bouscule les habitudes d'écriture.

Aurélié Despont

Face aux potentialités du numérique, le marché de l'édition frissonne. Mais l'histoire du livre électronique n'en est qu'à ses balbutiements. Si les progrès sont déjà remarquables, personne n'a encore tenu dans ses mains le livre numérique parfait. A l'instar des Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR), les éditeurs lancent des expériences pilotes et testent des solutions innovantes comme les bookapps, des « livres-machines » interactifs adaptés aux nouvelles interfaces de lecture comme les téléphones portables ou les tablettes numériques. Pour les chercheurs, constamment évalués en fonction de leurs publications, le numérique offre de nouveaux moyens de diffuser le savoir. Mais l'interactivité impose aussi ses normes. Elle taquine la notion de texte figé. Elle tire celle d'auteur

unique vers le collectif. Et elle incite à une lecture plus fragmentée. Ces interrogations seront soulevées du 23 au 25 août à l'UNIL à l'occasion d'un colloque international sur les humanités digitales (*lire encadré page 5*).

Pour renforcer l'interactivité

« Les éditeurs réalisent que les lecteurs ne sont pas prêts à acheter un livre numérique qui n'est que la copie conforme de la version papier, analyse François Vallotton, directeur du Centre des sciences historiques de la culture (SHC). L'expérience accumulée jusqu'à présent permet de réfléchir à de nouvelles solutions. » Un livre électronique dont on peut surligner, annoter et enrichir le texte? C'est une des solutions choisies par les PPUR pour permettre aux lecteurs d'accéder aux contenus de sa collection *Le Savoir suisse* en version électronique. Le petit

format de ces livres, adapté à la taille des écrans, permet de les transformer facilement en bookapps. Une interface grâce à laquelle l'utilisateur peut directement chercher la définition d'un mot dans une encyclopédie ou écrire un commentaire et le partager en ligne avec une communauté de lecteurs. Une plus-value non négligeable mais encore sous-exploitée pour le moment.

« La constitution du savoir est un mécanisme collectif en soi, relève François Vallotton. Le numérique permet d'accélérer les processus de discussion et d'échange. Dès le moment où on publie, on met son travail en discussion. Personnellement, je trouve intéressant de percevoir l'écho de ce que j'écris. » Connexion à des hyperliens, mention des sources, ajout de sons et d'images, publication de mises à jour et d'approfondissement des textes... Utile pour certains ou aliénante pour d'autres, l'interactivité ne fait pas l'unanimité au sein du monde académique (*lire encadré ci-contre*). Comment garantir la scientificité des informations et permettre leur traçabilité? Pour François Vallotton, il est indispensable de créer des outils qui permettent à l'utilisateur d'appréhender de manière critique cette pluralité de textes. Dans le passage au numérique, les éditeurs ont tout intérêt à maintenir la qualité et l'historicité des connaissances publiées. De manière à éviter la surabondance d'informations parfois farfelues disponibles notamment sur la Toile. « Par définition, le texte est solidement ancré dans le moment où il a été écrit et publié. Sans mention de temporalité, il perd toute sa valeur. »

Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, les livres-applications ne sont pour

LE NUMÉRIQUE SUSCITE AUSSI DES RÉTICENCES

Le livre *Défendre la démocratie directe* d'Antoine Chollet, publié en mai dernier aux PPUR, est disponible depuis peu en bookapp. Le politologue de l'UNIL reconnaît les avantages du numérique, mais se dit personnellement « peu intéressé » par la lecture sur écran et reste sceptique par rapport à la notion d'interactivité.

Quels avantages offrent les bookapps?

Antoine Chollet: Le principal atout du numérique est de pouvoir maintenir à disposition tous les titres d'un catalogue, même lorsqu'ils sont épuisés en version imprimée. Ainsi, le catalogue reste vivant et la diffusion des ouvrages est facilitée. Mais la matière du livre a une grande importance pour moi, on ne lit pas de la même manière sur support numérique.

Seriez-vous intéressé à utiliser le son ou la vidéo pour diffuser vos travaux?

En sciences sociales, très peu d'ouvrages sont illustrés. L'utilisation de l'image est déjà presque une révolution! La démarche est intéressante, mais elle nécessite un travail spécifique. Il ne faut pas perdre de vue les spécificités de l'écrit, qui ne sont pas les mêmes que celles du visuel ou de l'oral.

En tant qu'auteur, que pensez-vous de la possibilité d'interagir avec vos lecteurs?

Internet permet d'amender en permanence la position de l'auteur... Pour moi, le texte forme un tout terminé, finalisé et discuté en tant que tel. J'ai l'impression qu'il s'agit d'une porte ouverte à certaines dérives. L'idée de pouvoir rajouter des références ou des liens est séduisante, mais la gestion des commentaires et des compléments sans compromettre la rigueur de la publication me paraît compliquée.

➤ **Des manuscrits antiques à l'ère digitale. Lectures et littératies. Du 23 au 25 août à l'Anthropole - UNIL Dorigny. Infos et programme complet: www.unil.ch/digitalera2011**

le moment pas envahis par des commentaires d'utilisateurs qui écrivent sans réfléchir. «Les lecteurs hésitent plutôt à s'exprimer, explique Frédéric Kaplan de la société Ozwe, qui développe le volet technique des bookapps. Laisser un commentaire dans un livre reste un acte très intimidant pour le lecteur.» Pour préciser la notion de commentaire, un peu trop vague, Ozwe élabore actuellement de nouveaux outils. «Nous allons par exemple proposer aux utilisateurs de géolocaliser un lieu, de résumer un chapitre ou de renseigner la biographie d'un personnage», ajoute Frédéric Kaplan. Des actions rassurantes qui organisent la lecture sociale et encouragent la participation.

Une diffusion élargie

En dix mois, les PPUR ont vendu environ 400 bookapps. «Mais ce n'est pas tant le chiffre qui importe, précise Olivier Babel, directeur des PPUR. Plutôt le fait que 60 à 70% des acheteurs passent commande depuis l'étranger, dont environ 40% hors d'Europe.» Des expatriés? Des chercheurs d'universités étrangères? «Difficile à savoir», confie Olivier Babel. Mais l'objectif est atteint. Il s'agit de nouveaux lecteurs, qui n'auraient pas eu accès à la publication par un autre biais. «Basculer complètement vers le numérique n'est pas la solution, avertit François Vallotton. Les éditeurs doivent travailler

RÉVOLUTION DIGITALE EN SCIENCES HUMAINES

Sous le label Humanités digitales@UNIL, un groupe de chercheurs de l'UNIL mène une réflexion sur le devenir de la communication scientifique dans le monde numérique. Lors d'un colloque international qui aura lieu du 23 au 25 août, Claire Clivaz (théologie), Jérôme Meizoz (littérature) et François Vallotton (histoire) proposent de montrer l'impact majeur de l'ère digitale sur nos rapports aux savoirs. Le colloque se termine par une soirée grand public le 25 août durant laquelle aura lieu un débat intitulé «Qu'y aura-t-il après le livre?», animé par le journaliste de la RTS Simon Matthey-Doret.

www.unil.ch/digitalera2011

sur la complémentarité des supports, car la forme du codex garde une grande attractivité et n'a pas encore de véritable équivalent.» Le livre a déjà traversé de nombreuses petites révolutions, sans pour autant être vraiment menacé de disparition. «Lors de l'arrivée du livre de poche, on était persuadé que ce serait la fin du grand format, ce qui n'est de loin pas le cas», rappelle l'historien.

Du côté des PPUR, le choix est clair. «Nous souhaitons offrir l'intégralité des collections sur un double support, imprimé et numérique», affirme Olivier Babel. Et le monde académique a un rôle de pionnier à jouer dans ce domaine. «Avec les nombreuses revues scientifiques aujourd'hui publiées uniquement en ligne, les universitaires sont davantage sensibilisés à ces questions.» Vu que les canaux de diffusion

du savoir ne sont pas extensibles à l'infini, les chercheurs ont beaucoup d'attentes en ce sens. «Les scientifiques ont besoin de pouvoir diffuser rapidement et largement leurs travaux.» Mais d'après François Vallotton, les auteurs doivent veiller à rester actifs dans le processus éditorial et définir avec l'éditeur la finalité de la démarche. «Le recours au numérique ne doit pas être un gadget, mais comporter une véritable plus-value.» Un plus qu'offrent beaucoup de livres électroniques disponibles aujourd'hui sur le marché, bien qu'ils ne soient qu'une version papier adaptée au numérique. Le prochain défi? Inventer les objets de communication du futur. Avec des publications dont le contenu sera spécifiquement conçu pour un support numérique.

Parlera-t-on encore de livre?



Pour François Vallotton, professeur d'histoire contemporaine, basculer complètement vers le livre numérique n'est pas la solution. F. Imhof © UNIL



« Il ne suffit pas de s'assurer qu'on a le nombre de vaccins nécessaires. Les gens doivent être disposés à la prendre », relève Jürgen Maurer, économiste de la santé. F. Imhof@UNIL

Avec l'exemple de la pandémie de grippe A H1N1, l'économiste de la santé Jürgen Maurer montre qu'il est nécessaire de renforcer la communication entre médecin et patient pour améliorer la gestion d'une épidémie.

« Le développement de stratégies préventives est indispensable »

Aurélié Despont

L'affaire de la bactérie ECEH vient de le démontrer : les épidémies sont non seulement des questions de santé publique, mais elles peuvent aussi avoir des répercussions économiques graves. Issus d'une discipline encore méconnue, les économistes de la santé recueillent, analysent et évaluent les données médico-économiques qui découlent de ce type de faits marquants. Leur expertise apporte une aide indispensable aux politiques et permet d'optimiser les prises de décision dans le domaine de la santé publique.

Nommé en début d'année professeur ordinaire au Département d'économétrie et économie politique (DEEP) et à l'Institut d'économie et de management de la santé (IEMS) (*lire encadré*), Jürgen Maurer travaillait

aux Etats-Unis lors de la pandémie de grippe A H1N1. L'économiste de la santé a mené différentes recherches sur les campagnes de vaccination contre la grippe lancées en 2009-2010. Dans le dernier numéro du journal scientifique *Preventive Medicine*, il publie les résultats d'une recherche sur la manière dont la communication entre prestataires de soins et patients influence le taux d'administration du vaccin.

Confusion et désinformation

Même en l'absence de pandémie, la grippe cause chaque année beaucoup d'hospitalisations et de décès. « La vaccination est le moyen de prévention le plus efficace pour lutter contre cette maladie, minimiser le recours aux soins et ainsi éviter les pertes de productivité et l'absentéisme », explique Jürgen Maurer. Malgré un grand intérêt

des médias et de la population pour la pandémie de grippe A H1N1, moins d'un tiers des adultes ciblés ont effectivement reçu le vaccin aux Etats-Unis. La présence simultanée de deux campagnes d'immunisation différentes contre la grippe – saisonnière ou pandémique – a notamment provoqué une vague de confusion et de désinformation chez les patients.

« Différents facteurs influencent la décision de se faire vacciner, précise Jürgen Maurer. Il y a d'un côté les facteurs liés au risque médical, comme pour les personnes atteintes de diabète. Mais le choix peut aussi différer selon le niveau d'information et d'éducation, l'accès aux soins ou le système de santé. » Mandaté par le gouvernement américain pour évaluer le potentiel de demande de vaccins pendant la pandémie de grippe A H1N1, l'économiste de la santé a cherché à mettre

en évidence les aspects sociaux qui orientent les patients vers les prestations de médecine préventive, dont la communication avec le personnel médical. « Nous avons essayé d'estimer la fréquence des interactions entre les prestataires de soins et les adultes ciblés par la vaccination pendant cette période. » Une recherche menée sur la base d'un échantillon de plus de 4000 Américains adultes.

Tirer profit du rôle du médecin

D'après les résultats obtenus, le faible taux de vaccination ne s'explique pas par le manque de contacts avec les médecins, mais par un grand nombre d'opportunités manquées d'aborder le sujet de la vaccination. « En théorie, on pourrait atteindre de meilleurs résultats si le patient bénéficiait d'une recommandation personnalisée pendant les périodes à risque. Cette catégorie de personnes présente un taux de vaccination plus élevé que les autres, détaille Jürgen Maurer. Dans de nombreux cas, il y aurait eu la possibilité de faire vacciner les gens. Mais pour des questions de rentabilité, les médecins n'ont pas ou ne prennent pas le temps de délivrer des conseils lors des consultations régulières. »

Si de plus en plus de gens obtiennent des informations médicales sur internet, celles-ci sont souvent considérées comme peu fiables.

BIO EXPRESS

- 1976 Naissance à Ludwigshafen, en Allemagne
- 2000 Master en économie à l'Université de Bonn (Allemagne)
- 2005 Doctorat en économie à l'European University Institute de Florence (Italie)
- 2004-2005 Chargé de recherche à l'Institute for Fiscal Studies de Londres (Grande-Bretagne)
- 2005-2007 Chargé de recherche au Mannheim Research Institute for the Economics of Aging (Allemagne)
- 2007-2008 Chercheur invité au Centro d'Estudios Distributivos Laborales y Sociales à l'Université nationale de La Plata (Argentine)
- 2008-2010 Economiste associé à la RAND Corporation à Washington DC (Etats-Unis)
- Dès 2011 Professeur ordinaire au Département d'économétrie et économie politique (DEEP) et à l'Institut d'économie et de management de la santé (IEMS) de l'UNIL

LES COMPÉTENCES MÉDICALES ET ÉCONOMIQUES S'ENTREMÊLENT

L'Institut d'économie et de management de la santé de l'UNIL est une entité interdisciplinaire, engagée dans la recherche et l'enseignement, et qui traite de problèmes complexes en lien avec les coûts de la santé. **Rattaché à la fois à la Faculté des hautes études commerciales (HEC) et à la Faculté de biologie et de médecine (FBM) de l'UNIL ainsi qu'au CHUV, l'institut rassemble des compétences très diverses.** « La configuration de l'entité est très enrichissante, estime Jürgen Maurer. Même si nous ne parlons parfois pas le même langage, il s'agit d'un bon mélange de compétences. Nous avons autant de contacts avec les économistes qu'avec le monde médical. »

L'IEMS a également la responsabilité de réaliser le volet suisse de l'enquête SHARE, une recherche multidisciplinaire européenne portant sur la santé, la retraite et la situation économique des 50 ans et plus. Inspirée de travaux similaires menés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, SHARE couvre des thèmes variés comme la santé, l'utilisation des soins, le travail, les liens familiaux, la consommation, le logement, le revenu et l'épargne. « Ces données récoltées dans plus de 50 pays permettent de réaliser d'importantes études comparatives internationales sur des thématiques très concrètes », précise Jürgen Maurer.

Le médecin reste l'autorité, la personne en qui on peut avoir confiance. « Pour améliorer le taux de recours à la médecine préventive, il serait intéressant de tirer profit du rôle important qu'endosse le personnel médical dans le processus de décision. » Durant l'épidémie de grippe A H1N1, la campagne de vaccination avait débuté dans un climat de méfiance. Suspicion de la part des traditionnels opposants au vaccin. Et incertitudes à propos de sa réelle nécessité. Or, pour se préparer à une pandémie, « il ne suffit pas de s'assurer qu'on a le nombre de vaccins nécessaires. Les gens doivent être disposés à le prendre. »

Le médecin reste l'autorité, la personne en qui on peut avoir confiance.

Les observations de Jürgen Maurer montrent également que les personnes qui ont déjà une expérience d'immunisation présentent moins de réserves envers un nouveau vaccin. « Pour augmenter le taux de vaccination dans une population, une solution possible serait d'habituer les gens en travaillant sur des campagnes de vaccination régulières chaque année. » Et en réponse au problème du manque de temps des médecins pour aborder la question lors de consultations régulières, l'économiste de la santé suggère d'introduire des mécanismes de remboursement pour les médecins. Un défraiement valable non seulement pour l'acte de vaccination, mais également pour le temps passé à prodiguer des conseils au patient. Quant à l'idée d'administrer les vaccins hors des lieux habituels de distribution (dans les pharmacies ou les supermarchés), il s'agit

d'une stratégie rentable, mais pas très efficace. « Ça coûte moins d'argent, mais ça ne permet pas d'atteindre les personnes déjà sceptiques face aux vaccins. »

Avec ce genre d'études et les conseils qui en découlent, les économistes de la santé peuvent aider de manière très concrète les politiques dans leurs prises de décisions. Et les données collectées permettent de cerner l'attitude, les croyances et les connaissances de la population face à la pandémie. « Le développement de stratégies préventives est indispensable, conclut Jürgen Maurer. Elles permettent d'éviter le développement de larges problèmes de santé publique. »

Contact and communication with health-care providers regarding influenza vaccination during the 2009-2010 H1N1 pandemic, J. Maurer et K. M. Harris, *Preventive Medicine* 52 (juin 2011) p. 459-464.



www.hec.unil.ch/iems
www.unil.ch/share

| le savoir vivant |

HEC100
L A U S A N N E

«Le management responsable est au cœur de nos préoccupations et quand il s'agit de créer une équipe de managers talentueux, nous sommes heureux de pouvoir faire appel aux diplômés d'HEC Lausanne!»
HEC Lausanne: la faculté du management responsable.

Gianni Ciserani
Président de PEG Europe

Le programme du centenaire et le témoignage dans son entier: www.unil.ch/heclausanne100

Unil

UNIL | Université de Lausanne
HEC Lausanne

Apprendre à créer un site web, développer des compétences transverses. C'est ce que vise la programmation pour Internet enseignée en lettres. Prise de pouls à la fin du semestre.

Quand les lettres rencontrent le script Internet

Renata Vujica

Le cours de programmation web à la Faculté des lettres n'avait d'Internet que le nom, à ses débuts. Sis en section d'informatique et méthodes mathématiques, il devait amener les bases de manière digeste. La Toile constituait un prétexte pédagogique, non un but en soi. Sous l'impulsion d'Isaac Pante, Internet est devenu l'objet central de l'enseignement. « Afin d'être en phase avec le développement web actuel, le cours est constamment mis à jour. Et je ne parle pas que de technologies: la sensibilisation au fonctionnement du web, à sa régulation et à ses enjeux exige une attention aux dernières tendances constitutives de sa culture », explique le chargé de cours, qui enseigne également la socio-linguistique.

L'apprentissage s'étale sur deux semestres. Après une mise en bouche théorique, les étudiants conçoivent leur propre site Internet et vont jusqu'à en proposer une version iPhone. Le défi est de taille, la plupart d'entre eux ne s'étant jamais frottés à la programmation. Il s'agit d'éviter le biais démotivant de « l'exercice dans le vide ». Isaac Pante encourage donc ses étudiants à réaliser des sites pouvant vraiment être utilisés. « On apprend à programmer avec une visée plus pratique que dans une école technique. On reste plus en surface, mais l'application est directe », commente Matthieu Bandelier, étudiant en sport et en informatique, qui a passé une année à l'EPFL.

Autonomie et compétences transverses

Fin du semestre. Les vingt-trois étudiants, répartis en cinq groupes, présentent le fruit de leur travail. Dans la salle de cours, le jargon passe de la programmation – « on a codé en HTML5 », « le script décompose la chaîne de caractères » – à l'art de la persuasion. Un groupe clarifie l'ébauche de son site destiné à l'appui scolaire: « Il prend en compte les lieux de résidence des répétiteurs, les

moyens financiers des familles, une vraie alternative à ce qui existe. » Un autre défend son projet de troc au niveau suisse, qui reprend Ricardo ou Anibis, « mais avec une logique différente ». D'autres sites visent la communauté universitaire.

du cours, Anne-Laure Aeby, étudiante en allemand, mathématiques et informatique, se dit occupée à programmer. Ses examens terminés, elle tente de mettre sur pied un site qui contiendrait ses textes et ses galeries photo. « Je n'avais jamais touché à la



Dispensé par Isaac Pante, le cours de programmation pour Internet des lettres est proposé dans les plans d'étude de plusieurs facultés. F.Imhof@UNIL

Certains projets survivront au cours. L'agenda des événements pour la Cafétéria autogérée permanente (CAP) de l'Anthropole, par exemple. Dès l'année prochaine, le site pourrait être hébergé sur le serveur de l'Université. Pour l'instant, il doit être bouclonné: intégration des dernières exigences de la CAP, avec qui un cahier des charges a été établi, négociations possibles avec le Centre informatique. Des tâches qui dépassent la programmation. « Pour créer ces sites web, les étudiants ont dû intégrer des compétences transverses dont ils ne sont même pas encore conscients. Elles mériteraient d'être renforcées », estime Isaac Pante. Contactée plusieurs jours après la fin

programmation avant ce cours. J'aimerais apprendre beaucoup plus », affirme-t-elle, précisant avoir acquis des outils pour le faire. De manière autonome. « C'est un sa-cré plus pour mon CV. »

Le cours de programmation pour Internet est intégré à P2i, la Plateforme interfacultaire d'informatique. La volée 2010-2011 était composée de dix-neuf étudiants de lettres, quatre de SSP.

L'histoire cachée des vêtements équitables

La « consommation éthique », un produit des mouvements sociaux? Le politologue Philip Balsiger le démontre par une étude de cas: la campagne *Clean clothes*, qui lutte pour le droit des travailleurs du secteur textile.

Renata Vujica

Le « consommateur engagé », c'est un militant au quotidien. Son terrain de contestation: le supermarché. Il choisit ses produits sur la base de critères politiques. Il y a les marques qu'il boycotte et celles que, au contraire, il « buycotte », les privilégiant parce que leur assortiment est « équitable » ou « bio ». Ces pratiques augmentent depuis deux décennies. D'aucuns les voient comme un phénomène individualiste, reflétant le changement de préférences du consommateur occidental. Philip Balsiger réfute cette vision: « Les acheteurs ne sont pas des individus isolés de tout contexte social. Leurs goûts et donc la transformation des marchés sont façonnés par des acteurs qui font émerger de nouveaux enjeux. Dans le cas de la consommation « engagée », il s'agit notamment des mouvements sociaux », estime le politologue.

Comment ces organisations font-elles apparaître une préoccupation « éthique »? C'est l'un des éléments que Philip Balsiger a cherché à comprendre dans sa thèse, défendue le 30 juin, sur la base d'une étude de cas: la *Clean clothes campaign (CCC)*. Depuis les années 90, cette campagne transnationale plaide pour le droit des travailleurs de l'industrie du textile dans les pays du « Sud ». Elle demande aux marques de distribution de vêtements européennes et nord-américaines d'adopter un code de conduite. Et d'accepter des contrôles indépendants.

Portée par un réseau d'ONG dans plusieurs pays européens, la campagne est représentée en Suisse par la Déclaration de Berne, Pain pour le Prochain et Action de Carême. En France, principalement par Artisans du Monde. Le politologue a comparé ses dynamiques dans ces deux pays. Avec des



conclusions fermes: ces mouvements sociaux ont porté des enjeux éthiques à l'agenda des distributeurs d'habits. La preuve: le marché des vêtements « équitables » prend des formes bien différentes selon les contextes nationaux.

Deux matches de boxe aux issues opposées

Le marché suisse se caractérise par l'émergence de labels de vêtements « éthiques » dans les rayons des grandes surfaces. Parmi ces marques, le coton bio de l'ONG Helvetas, qu'on trouve à la Migros. Le coton bio Max Havelaar, soutenu par les grandes ONG helvétiques, a été mis en avant. Un troisième label, Natura Line, vient de la Coop. Préexistant à la campagne *Clean clothes*, il a été doté, sous l'impulsion de cette dernière, d'un aspect social dans la production.

En France, les grands distributeurs ont peu développé ces labels, à l'exception du coton bio Max Havelaar. Il existe en revanche un marché alternatif, organisé autour de l'*Ethical fashion show* de Paris. Il regroupe de petits

créateurs de mode « équitable », souvent soutenus par des financements publics en faveur de l'économie sociale et solidaire.

« Ces différences s'expliquent par deux dynamiques distinctes des campagnes *Clean clothes*. Les interactions entre les entreprises et les ONG diffèrent fortement entre les deux pays », estime Philip Balsiger, pour qui ces échanges s'apparentent à un match de boxe. Tout au long de leurs campagnes réparties sur plusieurs années, les ONG envoient des coups. Les entreprises ripostent, par des tactiques diverses selon le contexte national. La métaphore n'est pas anecdotique. La démarche interactionniste est nouvelle dans l'analyse des mouvements sociaux.

Les grands distributeurs suisses entrent dans la danse initiée par les ONG. Certains, à l'instar de Switcher, Veillon et la Migros, vont jusqu'à accepter un projet de contrôle de leurs codes de conduite. Parallèlement, ils misent sur le développement de labels « éthiques ». En France, par contre, les grandes entreprises comme Carrefour entrent en confrontation directe avec les ONG. Elles mettent sur pied une contre-stratégie commune, misant sur l'utilisation d'audits privés. Aucun label

Les mouvements sociaux contribuent à changer les marchés.

APPELLATIONS « SOCIALES » CONTROVERSÉES

Les grandes entreprises multiplient les labels « éthiques », se disent « sociales » ou adhèrent à la RSE (Responsabilité sociale des entreprises). D'autres, petites ou grandes, appartiennent au marché de niche : l'économie sociale et solidaire. Du pareil au même ? La philosophe et économiste Sophie Swaton, qui vient de publier un livre sur la question, tranche : « On assiste à une récupération du discours social par certaines grandes firmes. Ceci occulte de vraies différences dans les pratiques. L'économie sociale et solidaire fonctionne sur un mode distinct des entreprises « classiques ». Il est important de rendre visible cette pluralité. » Quelques explications pour s'y retrouver :

- **« Socialement responsable »** : une autoproclamation ne correspondant à aucun critère tangible. « N'importe qui peut s'en revendiquer. Il suffit d'avoir un bon directeur marketing », résume Sophie Swaton.
- **Responsabilité sociale des entreprises (RSE)** : concept selon lequel une entreprise intègre des préoccupations environnementales et sociales à ses activités commerciales, a posteriori. Elle peut agir en partenariat avec des ONG et des acteurs politiques, comme la Commission européenne, qui a publié un Livret vert en 2001. L'adhésion à la RSE se fait sur une base volontaire, sans vérification de l'application. D'où un désaccord avec les ONG.
- **Economie sociale et solidaire (ESS)** : ces entreprises, en expansion depuis les années 90, font des préoccupations sociales et environnementales une fin en soi. « La personne prime sur le capital et il existe une exigence de participation démocratique en leur sein », précise Sophie Swaton. A Genève, ces entreprises sont regroupées dans la Chambre de l'économie sociale et solidaire (APRES-GE). Pour en faire partie, elles doivent répondre à des critères spécifiques comme des activités au service de la collectivité et s'engager à des progrès sociaux. Ces critères incontournables sont contrôlés avant l'adhésion et tout au long du processus.

Une entreprise peut-elle être « sociale » dans une économie de marché ?
Sophie Swaton, Ed. de L'Hèbe, coll. La question, n° 72.



La philosophe et économiste Sophie Swaton. F.lmhof@UNIL

Philip Balsiger montre que les labels de vêtements éthiques n'ont pas émergé spontanément, mais à travers l'action des ONG. F.lmhof@UNIL

« éthique » n'est créé par les distributeurs français. Ceci laisse la place à l'émergence d'un marché de niche. « Ces deux réactions opposées s'expliquent notamment par la configuration des grands distributeurs et leurs stratégies. En France, ils sont nombreux et il est difficile de les mettre en concurrence parce qu'ils répondent ensemble. En Suisse, la Migros et la Coop se livraient une course aux labels « équitables » avant la campagne *Clean clothes*, analyse Philip Balsiger.

L'action pour des « vêtements propres » a aussi contribué au développement de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), concept auquel participe notamment la Commission européenne.

Avancées timides

Jusqu'où faut-il promouvoir les « bons élèves » de la grande distribution et ainsi soutenir l'économie *mainstream*? Jusqu'où défendre un marché de niche? Autant de questions qui préoccupent les ONG, tiraillées entre la dénonciation du système et la création d'alternatives. Durant la campagne *Clean clothes* suisse, cette tension a engendré une scission entre la Déclaration de Berne d'un côté, Pain

pour le Prochain et Action de Carême de l'autre. Car si le travail des ONG a donné une visibilité aux enjeux « éthiques », la transformation du marché des vêtements en termes quantitatifs et sociaux reste minime. « Pour en évaluer la portée, il faudrait aller voir si la condition des travailleurs a réellement changé, ce qui dépasse le cadre de cette étude. Les travaux qui le font sont généralement très critiques », note Philip Balsiger.

Sur le marché de niche des vêtements comme là où dominant les grands labels « éthiques », il n'existe pas de contrôle indépendant des clauses sociales.

La thèse de Philip Balsiger : Faire campagne pour des vêtements propres : les origines et interactions stratégiques d'une campagne de mouvements sociaux visant des distributeurs de vêtements en Suisse et en France.



A la fois calme et déterminée, Catherine Labouchère prône le débat, pas le combat. F.Imhof@UNIL

Rencontre avec Catherine Labouchère, députée au Grand Conseil et présidente du parti PLR-Les libéraux vaudois. Depuis plusieurs années, elle accompagne toutes les évolutions scientifiques et légales qui façonnent le devenir de l'UNIL.

Nadine Richon

Depuis janvier 2008, elle préside le parti PLR-Les libéraux dans le canton de Vaud. Grande amie de l'UNIL, la députée Catherine Labouchère est une spécialiste des questions liées à la jeunesse, à la santé et à la formation. Après des études de droit, elle travaille quelques années au sein d'un cabinet juridique et fiscal à Genève, où elle s'occupe de la *Revue du droit international de la concurrence*. Suivant son mari nommé en Jordanie, elle œuvre comme bénévole au sein d'organisations humanitaires à Amman. De retour en Suisse, elle assume la direction par intérim d'un collège à Gland puis travaille dans le domaine psychopédagogique tout en suivant une formation continue en psychologie de l'enfant. Elue à la Constituante vaudoise, elle devient députée au Grand Conseil dès 2002. Pendant dix ans, Catherine Labouchère a « simplement » élevé ses enfants, qui ont bénéficié tous les trois d'une formation universitaire. Désormais, elle consacre l'essentiel de son énergie

à son travail politique et donne l'impression, rare pour une dirigeante de parti, d'œuvrer en même temps au service de la collectivité.

Quels sont vos liens avec l'UNIL ?

Comme députée, je participe depuis près de neuf ans maintenant aux profonds changements qui ont marqué l'UNIL ces dernières années, l'abandon de la physique, des mathématiques et de la chimie au profit des sciences de la vie et des sciences humaines et sociales, avec notamment la réunion de la biologie et de la médecine et la création de la Faculté des géosciences et de l'environnement; il y a eu ensuite toute la loi sur l'Université de Lausanne (LUL), puis son fameux « toilettage » par rapport à la loi sur les subventions. Le Canton de Vaud subventionne l'UNIL de façon importante et il fallait inscrire cela dans la LUL d'une manière très subtile, sans entraver la nouvelle autonomie

de l'Université. Il y a eu encore le rapport sur Bologne... Avec mon collègue André Châtelain, député écologiste, nous rencontrons chaque année la Direction de l'UNIL et faisons le tour d'une faculté, en tant que commissaires à la gestion attachés au Département de la formation, de la jeunesse et de la culture. Il s'agit en gros de vérifier si le budget attribué par le canton est bien utilisé dans le cadre du plan stratégique.

Ce dialogue engagé avec l'UNIL nous permet d'informer nos collègues à la commission de gestion, composée de quinze personnes. André Châtelain et moi suivons

d'ailleurs tous les dossiers scolaires, depuis l'accueil de jour des enfants jusqu'à la fin de la formation tertiaire. C'est un énorme travail qui nous passionne. Il est important de rectifier certaines images fausses et, sur ce plan, je dois dire que la communication de l'UNIL s'est beaucoup améliorée depuis quelques années.

«La communication de l'UNIL s'est beaucoup améliorée depuis quelques années.»

« Etudier n'est pas un oreiller de paresse! »

Il y a donc encore une certaine méconnaissance de l'UNIL dans le public ou même auprès des députés ?

Oh, vous savez, on entend encore dire ici ou là que la collaboration UNIL-EPFL ne fonctionne pas bien, ce qui est complètement faux. Sur le plan lémanique, l'UNIL collabore très bien avec l'UNIGE et avec l'EPFL. Celle-ci a la chance de pouvoir montrer des résultats très parlants pour le public, dans le domaine de la haute technologie. C'est plus difficile pour l'UNIL, sauf si l'on songe bien sûr aux sciences biomédicales ou peut-être aux géosciences. Mais les sciences humaines, qui sous-tendent beaucoup de choses dans la vie pratique et qui sont très utiles, sont aussi moins immédiatement visibles. Cela dit, je pense qu'il y a des niches très porteuses à l'UNIL comme les sciences criminelles ou la littérature, par exemple. Ce sont des compétences que l'on ne trouvera pas ailleurs dans le canton.

Dans le domaine des sciences de la vie, vous avez soutenu en 2005 le projet d'une animalerie destinée aux chercheurs de l'UNIL...

Je me suis impliquée d'une façon très personnelle dans cette campagne et j'en garde des souvenirs très durs. Notre société veut des progrès médicaux, tout le temps, mais entretient un rapport presque humanoïde avec les animaux. Pour l'heure, on ne peut pas totalement se priver de la recherche sur les animaux, qui est très limitée et très bien cadrée dans notre pays, mais le message reste difficile à faire passer. Dans ma région de l'ouest du canton, où je me suis énormément mobilisée, le oui l'a emporté. De toute façon, je ne regretterai jamais cette campagne, car je pense que nous avons pu contribuer à ouvrir les yeux sur la recherche, à montrer d'une certaine façon le travail des scientifiques, qui ne sont pas des gens coupés du monde dans leur laboratoire. Il faut le dire et le répéter: nous avons un pôle extraordinaire à Lausanne, entre l'UNIL, l'EPFL, le CHUV, la HEP, les HES,

sans oublier l'industrie; que tant de collaborations puissent se faire, je trouve que c'est juste un miracle.

Faut-il soutenir davantage les étudiants ou sont-ils déjà, comme certains le prétendent, un peu trop favorisés par rapport à d'autres catégories ?

Il faut une harmonisation des bourses d'études, et beaucoup de choses se sont faites pour favoriser la mobilité; il y a quand même déjà un concordat... On ne peut pas proclamer d'un côté que l'étudiant doit pouvoir bouger et ne rien faire en disant que tout est strictement cantonal. La société évolue, les connaissances se sont élargies et les études sont devenues plus exigeantes; il n'est plus question aujourd'hui de rester étudiant pendant vingt ans. Etudier n'est pas un oreiller de paresse! Nous avons un taux relativement faible d'étudiants universitaires, par contre il faut vraiment saluer le succès des HES. Si on prend la formation d'un point de vue global, qui serait celui d'un département fédéral unique que je prône résolument, on a un système diversifié que les autres nous envient. Il ne faut donc pas tout « universitariser », mais nous devons aider les jeunes qui ont envie de faire des études universitaires. Il faut à la fois trouver des systèmes et mettre les gens devant leurs responsabilités. Quand elles le peuvent, les familles doivent soutenir les jeunes aux études, mais on voit trop souvent, hélas, des étudiants « largués » dès qu'ils sont majeurs, alors que leurs parents devraient les accompagner jusqu'à 25 ans s'ils en ont les moyens.

Pensez-vous que le PLR, ce Parti libéral-radical qui est le vôtre, en fasse assez pour la formation ?

La formation est un point phare dans un pays qui n'a pas de matières premières et qui doit donc miser sur les cerveaux. Le Département

fédéral de l'intérieur est dirigé par M. Didier Burkhalter, un ministre PLR. C'est un département énorme et on ne peut pas tout faire tout le temps. Cela dit, je pense qu'un département de la formation pourrait nous permettre d'avoir cette vision d'ensemble qui favoriserait toutes les composantes de notre système d'éducation. Il faut davantage de coordination dans ce pays fédéraliste, sans pour autant tout centraliser. La formation est une chance incroyable et on ne s'en rend pas compte. Il y a une peur de l'ouverture qui n'est pas porteuse. On ne parle jamais de la réciprocité; j'ai vécu en tant qu'étudiante suisse en France et en Angleterre. Dans ce dernier pays, la situation était alors difficile, au moment des grands troubles avec l'IRA. Or, j'ai été accueillie par des gens qui m'ont ouvert l'esprit et je souhaite que la Suisse en fasse autant pour les étudiants étrangers.

Pourquoi, sur le plan personnel, avoir choisi ce parti ?

J'ai vécu dans des pays où la liberté était absente. Pour moi, c'est une valeur essentielle et je n'ai trouvé ce sentiment de liberté dans aucun autre parti. Je ne suis pas dogmatique, j'aime le terrain, le contact avec les gens. Je suis pour l'ouverture, la liberté et la confiance. Si vous êtes sur le terrain, vous pouvez répondre aux peurs qui s'expriment. Quand vous avez les gens en face de vous, vous ne pouvez pas mentir. Parfois, ils ne sont pas d'accord mais cela fait partie de la liberté; c'est important de pouvoir dire qu'on n'est pas d'accord, mais il faut le dire dans un dialogue. Il faut du débat, pas du combat! Sur le terrain, on peut voir le travail qui a été accompli, par exemple en matière de collaboration intercantonale. C'est parfois lent et incertain, mais il faut bien commencer par un bout. Les critiques... on peut toujours mieux faire, mais il faut d'abord se demander ce qui va bien!

« Les études sont devenues plus exigeantes. »

Extrait du journal du CI (Centre informatique) **Il y a un an *myAgenda* n'était ouvert qu'aux étudiants. Désormais il est ouvert à tous!**

MyAgenda prend son envol

Jacques Guélat et Paulo Monteiro
conseil et études, Ci-UNIL

Ouvert dans un premier temps aux étudiants, il y a un an nous annonçons l'extension de *myAgenda* pour le personnel dans un horizon de quelques mois, après son peaufinage avec des groupes pilotes. Ces groupes se sont alors succédé : de testeurs isolés au départ, la solution a progressivement été déployée pour des groupes de plus en plus grands et aux besoins de plus en plus complexes : décanats de faculté, personnel du CIG, de la BCU, pour finalement

techniques que financières (évaluée à un demi-million de francs uniquement pour la partie logicielle). Par ailleurs, cet outil montrait des signes de faiblesse, particulièrement dans la synchronisation avec les *PDA/Smartphone*, et de graves lacunes de sécurité des données. Son remplacement était ainsi devenu inéluctable.

La résistance au changement est cependant un phénomène bien connu et d'autant plus aigu lorsque l'habitude existe depuis longtemps, plus de dix ans en l'occurrence. De nombreuses séances de réflexion et forma-

(rendez-vous, horaire de cours, etc.) saisis dans *myAgenda* a décuplé, pour dépasser les 200'000.

iCal : problème résolu

Le seul problème sérieux qui nous a été reporté depuis le démarrage de *myAgenda* dans les services de la Direction concerne les invitations faites sous *iCal*, le client de gestion d'agenda sur les Mac. Ce logiciel est synchronisable de manière complètement transparente avec *myAgenda*. Les utilisateurs de Mac le préfèrent à l'outil web de *MyUNIL* car il est très réactif et bien intégré aux autres outils du Mac. Jusqu'à la version 10.6.3 de Mac OS X, l'intégration était parfaite. Or, dans les dernières versions de cet OS, la fonctionnalité d'invitation a présenté des problèmes, contournables cependant par des moyens plus traditionnels (emails, Doodle). Ce problème est maintenant corrigé.

MyAgenda est déjà utilisé couramment par plus de 1000 personnes, dont 657 étudiants ayant synchronisé leur calendrier de cours. Avec la correction du problème sous *iCal*, *myAgenda* est complètement fonctionnel et peut donc être ouvert à tous, ce qui est maintenant chose faite. Nous recommandons fortement à toute personne intéressée de commencer par passer un peu de temps sur l'aide en ligne disponible directement dans *myUNIL*.



en arriver aux membres de la Direction de l'UNIL et de ses services centraux. Cette dernière étape, débutée mi-2010, s'est révélée particulièrement délicate, principalement parce que le personnel concerné était accoutumé depuis de nombreuses années à l'utilisation du produit *TeamAgenda*.

Un passage de témoin délicat

Bien adaptée à de petits groupes de travail, la solution *TeamAgenda* est difficilement extensible à la taille d'une population de celle de l'université, aussi bien pour des raisons

tions ont alors dû être organisées pour obtenir finalement le feu vert de la direction à la fin de l'année, malgré l'existence d'un problème apparu avec les dernières version du client d'agenda sous Mac OS X.

Ainsi, depuis le début de l'année, *myAgenda* a pris sa place au sein de la Direction et de ses services. Les rendez-vous contenus dans l'ancien outil ont été migrés dans *myAgenda* durant la pause de Noël.

Depuis l'ouverture du service pour les étudiants en janvier 2010, le nombre d'événements

 www.unil.ch/cinn



De la remise en mouvement à la performance

© Krüger et Kazan

Le chantier du nouveau Centre sport et santé de l'UNIL et de l'EPFL a démarré en mai. Destiné en priorité à l'ensemble de la communauté universitaire, de l'adepte du bien-être au sportif d'élite, le bâtiment ouvrira ses portes au printemps 2012.

Francine Zambano

«**C**e bâtiment sera formidable, lance Jean-Paul Dépraz. Et en plus, il va se fondre dans le paysage!» Le vice-recteur de l'UNIL, qui a porté ce projet à bout de bras avec son collègue de l'EPFL, le vice-président Francis-Luc Perret, est ravi: le chantier du nouveau Centre sport et santé (CSS) de l'UNIL et de EPFL a démarré en mai pour une durée d'un an. Pendant cette période, les activités du sport universitaire continueront normalement. En dehors de quelques désagréments tels la fermeture de la piste finlandaise, coupée par un chemin d'accès au chantier.

Dessiné par les architectes lausannois Krüger et Kazan, le nouvel édifice, ajouré de toute part, tourné vers le lac, se présente comme une extension de la salle omnisports SO1. Il ouvrira ses portes au printemps 2012. Le centre, devisé à 11 millions de francs, a reçu le soutien de la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), du Fonds cantonal du sport et du CHUV.

Pas une usine à sueur

Une salle omnisports de plus sur le campus, le CSS? «Bien au contraire. Le centre

répond à une vaste réflexion, il aura une mission beaucoup plus large que celle effectuée jusqu'ici, qui consistait à des analyses, des tests ou des contrôles d'entraînement», explique Georges-André Carrel, directeur des sports UNIL-EPFL. Destiné en priorité à la communauté universitaire, le centre accueillera aussi bien des sédentaires qui souhaitent se mettre en mouvement que des personnes désireuses d'entrer dans le «sport santé». Le CSS recevra des sportifs en quête d'un fil rouge pour diriger leur entraînement. Et des étudiants ou autres membres de l'UNIL ou de l'EPFL qui pratiquent un sport de haut niveau. «Nous allons aussi ouvrir au sport associatif, explique Georges-André Carrel. Le CSS sera une porte d'entrée sur la santé, la remise en mouvement et la performance.» Le concept du CSS répond à l'évolution d'une société devenue individualiste où les gens ne viennent plus au centre en qualité de consommateurs du mouvement. Ils ne veulent pas entrer dans une usine à sueur mais aspirent à comprendre en quoi telle ou telle pratique influe sur leur bien-être. «Cette exigence qualitative dans l'approche du mouvement et de la santé nous comble», affirme Georges-André Carrel.

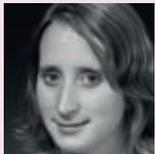
Concrètement, le CSS offrira une réception pour l'accueil des sportifs avec une structure de consultation et de diagnostic, une salle de sport à usages multiples, une salle polyvalente, une zone de test et d'entraînement. L'ensemble sera équipé d'appareils modernes et sophistiqués: plateforme de force, cellules photo-électriques, instruments pour mesurer les échanges gazeux, les performances cardio-vasculaires, etc. «Grâce au nouveau bâtiment, nous allons redonner à nos deux autres salles leur vocation première, qui est d'accueillir la masse du sport universitaire, soit la condition physique d'une manière générale et les jeux. Les cours plus spécifiques comme le yoga ou les danses se donneront au CSS.»

Du sport pour tous, donc, au Centre sport et santé. Et aussi des espaces dédiés à la recherche dans les domaines de la biomécanique, de la diététique ou du mouvement menée en collaboration avec le CHUV, l'EPFL et l'Issul (Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne).

«Le centre répond à une vaste réflexion.»

 www.unil.ch/sport

COUP DE COEUR



de Aurélie Despont

100 % d'inédit, 0 % de pub

Un magazine sans publicité? Qui ne propose que des longs reportages? A priori, la revue XXI semble être un rêve de journaliste... Sauf que très vite elle a su trouver son public. En 2008, le premier numéro s'est écoulé à 50'000 exemplaires, alors que l'objectif était de 15'000. Aujourd'hui, elle a trouvé son rythme de croisière et se vend en moyenne à plus de 35'000 exemplaires. Une réussite aussi espérée qu'inattendue. Pour un concept encore sans équivalent.

A mi-chemin entre le livre et le magazine, la revue XXI ne s'achète pas dans les kiosques déjà surencombrés. Créé par l'éditeur Laurent Beccaria et le journaliste Patrick de Saint-Exupéry, ce trimestriel de 200 pages est vendu parmi les bouquins, dans les rayons des librairies. Et pour qu'on puisse plus rapidement le repérer, ses créateurs ont eu l'ingéniosité de le doter d'une couverture « à l'italienne », dont les titres se lisent à l'horizontale.



A l'intérieur, XXI tient ses promesses et offre de « l'information grand format ». Les contributeurs ont droit à plusieurs dizaines de milliers de signes pour aborder des sujets souvent décalés, mais toujours aussi riches et documentés. Du témoignage d'une mamie délinquante qui se fait pincer au supermarché avec un bifteck dans l'ourlet de sa veste au récit de voyage d'un journaliste embarqué dans une barge de rapatriés qui vogue en direction du Sud-Soudan, XXI offre une approche inédite de l'actualité... Qui plaira aussi bien aux nostalgiques du reportage qu'aux accros à l'info ou aux simples adeptes d'originalité!

www.revue21.fr

Du tac au tac

Si vous étiez une série TV?

Hercule Poirot avec David Suchet.

Quelle bibliothèque rêveriez-vous de diriger?

La BCU Lausanne.

Votre livre de chevet en ce moment

La maison du maître de Martha Grimes.

Votre livre préféré?

L'autobiographie de Gandhi, *Mahatma Gandhi, Autobiographie ou mes expériences de vérité.*

Lisez-vous plutôt sur papier ou sur tablette?

Je lis sur tous les supports – même ce que les étudiants écrivent dans la buée des vitres du TSOL de bon matin.

Votre plus grande peur?

Perdre un proche.

Que détestez-vous le plus à l'UNIL?

Rien!

Votre mot préféré?

Amour.

Votre blasphème favori?

Punaise!

Quel métier vouliez-vous faire petite?

Astronaute.

Votre film préféré?

Blade Runner.

Quel héros ou héroïne de fiction admirez-vous?

Tintin.

La plus grande découverte de l'humanité?

La théorie de la relativité.

Une chanson d'amour?

Still loving you de Scorpions.



Jeanette Frey, directrice de la BCU. F.Imhof@UNIL

Qui suis-je ?

concours



S.Prada@UNIL

Francesca Bosisio, Assistante Diplômée, Plateforme interdisciplinaire d'éthique (Ethos), Interface Sciences-Société, a reconnu PASCAL BAEHLER sur la base de trois mots clés.

Qui se cache derrière : SPUL – COULEUR – AU REVOIR

Un tirage au sort sera effectué parmi les bonnes réponses. L'heureux·euse gagnant·e se verra offrir un objet de la nouvelle boutique UNIL.

Impressum

ISSN 1660-8283 | Uniscope, p.p. 1015 Lausanne | uniscope@unil.ch | Unicom, service de communication et d'audiovisuel | Tél. 021 692 20 70, fax 021 692 20 75 | uniscope@unil.ch, www.unil.ch | Editeur Unicom, Université de Lausanne | Directeur d'édition Philippe Gagnebin (Ph.G.) | Rédactrice en chef Francine Zambano (F.Zo) | Rédacteurs Aurélie Despont (A.D.) + Renata Vujica (R.V.) + Nadine Richon (N.R.) | Mémento Florence Klausfelder | Direction artistique Edy Ceppi | Graphisme et mise en page Joëlle Proz | Correcteur Marco Di Biase | Photo couv. Felix Imhof | Impression PCL Presses Centrales SA | Arctic Volume White 90 gm², sans bois | Publicité Go! Uni-Publicité SA à Saint-Gall tél. 071-544 44 70, nadine.zuercher@go-uni.com | Ont participé à ce numéro Jacques Guélat et Paulo Monteiro

Les propos tenus dans l'uniscope n'engagent que leurs auteur·e·s.